

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Domaine de Lavalette Rue Arthur Young Projet ARCAD

Avenant au bail emphytéotique

Ville / Institut de Recherche pour le Développement du 29 décembre 1983 et servitude de passage au profit de l'Etat et de l'I.N.R.A.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Domaine de Lavalette, constitué de terres et de bâtiments divers, sis sur les communes de Montpellier, Clapiers et Montferrier-sur-Lez, traversé par le Lez et la Lironde, est la propriété de la Ville de Montpellier en vertu d'un legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret.

Par bail emphytéotique du 29 décembre 1983, modifié par avenants des 9 octobre 1987 et 15 juin 2004, la Ville a loué à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer, devenu l'Institut de Recherche pour le Développement (I.R.D.), les parcelles cadastrées AM 177, AI 80, AI 81, AL 218, AL 219 situées rue Arthur Young et avenue d'Agropolis.

L'Institut National de la Recherche Agronomique (I.N.R.A.) envisage, en limite des parcelles occupées par l'I.R.D., la construction d'un centre de recherche pour la conservation et la valorisation de ressources génétiques végétales dénommé « projet ARCAD ».

L'accès principal aux nouveaux bâtiments projetés est prévu par la rue Arthur Young.

L'I.N.R.A. demande à la Ville la constitution d'une servitude de passage sur une partie de la parcelle AM 177, occupée par bail par l'I.R.D., afin d'aménager un ouvrage de franchissement du ruisseau Combe de la Valette.

En conséquence, une diminution d'environ 182 m² de l'emprise foncière du bail emphytéotique sur la parcelle cadastrée AM 177 permettra d'accorder à l'I.N.R.A. (Etat) cette servitude de passage, puis le permis de construire pour le centre de recherche envisagé.

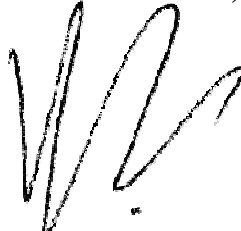
La réduction de l'assiette foncière ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de l'I.R.D., étant donné qu'elle concerne une emprise de terrain non bâti et que le loyer annuel total de l'IRD versé à la Ville est d'un montant de 4,57 euros.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la passation d'un avenant à titre gratuit au bail emphytéotique du 29 décembre 1983 entre la Ville de Montpellier et l'I.R.D. portant réduction de l'emprise foncière du bail d'une superficie d'environ 182 m² sur la parcelle cadastrée AM 177 ;
- de dire que cet acte sera rédigé par le notaire désigné par l'I.R.D., aux frais de la Ville ;
- d'instaurer une servitude de passage au profit de l'I.N.R.A., établissement public national, maître d'ouvrage, ou de l'Etat, sur la parcelle cadastrée AM 177 pour permettre l'accès à la rue Arthur Young depuis les parcelles cadastrées AI 6 et AI 8, propriétés de l'Etat, qui supporteront le projet ARCAD ;
- de dire que cet acte de constitution de servitude de passage sera rédigé par le notaire désigné par l'I.N.R.A. et à ses frais ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015